

*Questions orales***LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**

LES TIBÉTAINS—LES MOTIFS DU CHANGEMENT DU PAYS DE
NAISSANCE SUR LEUR DEMANDE DE PASSEPORT

M. J. R. Ellis (Hastings): Monsieur l'Orateur, j'ai une brève question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Après la conquête du Tibet par la Chine communiste, un petit groupe de Tibétains est venu au Canada et la majorité d'entre eux se sont installés à Belleville, où ils constituent un noyau d'excellents citoyens. J'aimerais demander au ministre pourquoi lorsque ces Tibétains font une demande de passeport, le ministère des Affaires extérieures change arbitrairement leur pays de naissance et indique la Chine au lieu du Tibet?

M. l'Orateur: Je crois qu'une question de ce genre devrait être inscrite au *Feuilleton*.

* * *

LES TRANSPORTS

LES CONSÉQUENCES POUR LES PRODUCTEURS DE FARINE DE
SOYA DE LA FERMETURE DE LA VOIE MARITIME

M. John Wise (Elgin): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Le 2 décembre, la direction du ministère a pris un décret ordonnant la fermeture de la Voie maritime. Ce décret est en avance d'environ trois semaines sur la date normale. Il en résulte qu'environ 14,000 tonnes de farine de soya ne pourront pas atteindre les marchés d'exportation. J'aimerais demander au ministre s'il est au courant de ce qui se passe, et dans l'affirmative, s'il n'y a pas quelque chose à faire pour y remédier.

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, le seul décret qui ait été pris le 2 décembre a ordonné l'arrêt de la navigation vers l'amont dans la Voie maritime pour, bien entendu, donner à ces navires le temps de revenir. Nous savions fort bien qu'il y avait de nombreux navires dans la Voie maritime qui voudraient en sortir. Jusqu'ici, alors que d'ordinaire la Voie maritime serait déjà officiellement fermée, il y a encore environ 87 navires qui veulent passer. Il va falloir que les pilotes de la Voie maritime et les garde-côtes fassent des efforts surhumains pour parvenir à les faire sortir tous. La sagesse nous imposait d'arrêter l'entrée d'autres navires qui viendraient s'ajouter à ce nombre.

M. Wise: Monsieur l'Orateur, cela va certainement faire beaucoup baisser les prix de cette denrée. Il est également possible que les ventes de fèves de soya provenant du sud de l'Ontario cessent pendant environ trois mois. J'aimerais demander au ministre de faire l'impossible pour voir s'il n'y aurait pas moyen d'utiliser des navires déjà engagés dans la Voie maritime pour charger au moins une partie des 14,000 tonnes de farine de soya qui sont immobilisées dans le port de Toronto, afin de les acheminer vers les marchés d'exportation?

M. Lang: Je suis sûr que les expéditeurs de farine de soya vont chercher dans la Voie maritime des navires qui pourraient prendre cette cargaison, s'il y en a, et que certains arrangements sont encore possibles. Je crois que le député devra reconnaître qu'il ne servirait à rien, dans la situation actuelle, de permettre à un navire d'entrer et de charger, pour ensuite être pris dans les glaces et ne plus pouvoir sortir.

[M. Gillespie.]

L'INDUSTRIE

TRIDENT AIRCRAFT—LES CAUSES DE LA LENTEUR DE
L'ASSISTANCE FÉDÉRALE—LA MAINMISE POSSIBLE PAR
GRUMAN OU CANADAIR

M. Bob Brisco (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Compte tenu du fait que la société British Columbia Development Corporation a avisé le bureau du ministre le 15 septembre qu'elle avait tenu ses engagements au sujet de la société Trident Aircraft et que, jusqu'à hier, le bureau du ministre n'avait même pas eu la courtoisie de répondre aux appels téléphoniques et aux communications par télex de la BCDC, le ministre a-t-il, oui ou non, décidé de s'assurer que le ministère respectera son engagement d'accorder une aide de cinq millions de dollars à la société Trident Aircraft conformément aux dispositions prises par l'ex-ministre de l'Industrie et du Commerce?

L'hon. Jack H. Horner (ministre de l'Industrie et du Commerce): Mon ministère est entré en communication avec la direction de cette société, mais, avant de l'aider davantage, nous exigeons d'elle la preuve qu'elle a 25 clients solvables désireux d'acheter ses appareils, c'est-à-dire 25 commandes accompagnées d'un acompte de 10 p. 100.

M. Brisco: Monsieur l'Orateur, il semble, à première vue que le ministre ait maintenant changé les règles du jeu applicables aux sociétés British Columbia Development Corporation et Trident Aircraft. Le ministre pourrait-il nous dire si, à sa connaissance, les sociétés Gruman et Canadair ont effectué des démarches en vue de mettre la main sur la société Trident Aircraft? Dans l'affirmative, le ministère est-il mêlé à ces tractations?

M. Horner: Monsieur l'Orateur, les sociétés Gruman et Canadair effectuent actuellement une étude de marché pour évaluer les chances de succès de l'appareil Trident.

* * *

LES AÉROPORTS

DEMANDE DE RAPPORT SUR LES MESURES DE SÉCURITÉ

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Compte tenu de tout l'intérêt et de toute l'inquiétude qu'ont soulevés les récents détournements et destructions à la bombe d'avions de lignes régulières, je veux poser au ministre une question à deux volets concernant les mesures de sécurité qu'on applique dans les aéroports canadiens. J'aimerais d'abord m'enquérir des différences de degré de sécurité dans les diverses villes du Canada; par exemple, se peut-il qu'on fasse subir à un voyageur une inspection minutieuse...

M. l'Orateur: Comme le temps est limité, je prierais le député de bien vouloir poser sa question au plus tôt.

M. Clarke: Je voudrais tout simplement savoir quelles mesures de surveillance ont été prises à l'égard des inspections pour assurer que les Canadiens sont bien protégés lorsqu'ils utilisent ce service si coûteux. Deuxièmement, je demande au ministre de dire à la Chambre si l'on s'efforce de découvrir les objets dangereux qui peuvent être placés dans les bagages transportés dans les soutes des avions?

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, il va sans dire que le système de sécurité fait l'objet